



**Arrêté temporaire n°2024AT\_0763  
Portant réglementation de la circulation**

**RD 20**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5 ;  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1 ;  
**Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;  
**Vu** le Code de la voirie routière ;  
**Vu** le règlement départemental de voirie approuvé le 16 septembre 2016 ;  
**Vu** la délibération du conseil départemental en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection du président du conseil départemental ;  
**Vu** l'arrêté départemental en date du 30 septembre 2024 portant délégation de signature ;  
**Vu** la demande en date du 26/09/2024 émise par SAS BENOIT CHEVRIER aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation ;  
**Vu** l'avis favorable du Préfet en date du 08/10/2024 ;  
**Considérant** que des travaux sur réseaux ou ouvrages de fibre optique rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 14/10/2024 au 12/11/2024 sur la RD 20 du PR 11+0602 au PR 12+0548 dans les deux sens de circulation, entre le lieu-dit "Brouel" et le lieu--dit "Billion" sur le territoire de Ambon ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 14/10/2024 et jusqu'au 12/11/2024, la circulation est alternée par feux tricolores KR11, panneaux B15+C18 ou piquets K10, sur une longueur maximum de 250 mètres, de 8h30 à 17h30 sur la RD 20 du PR 11+0602 au PR 12+0548 dans les deux sens de circulation (Ambon), entre le lieu-dit "Brouel" et le lieu--dit "Billion".

**Article 2**

La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation réglementaire du chantier seront à la charge du demandeur, SAS BENOIT CHEVRIER et devront être conformes aux principes énoncés dans le manuel du chef de chantier édité par le CEREMA et à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

**Article 3**

Le présent arrêté sera apposé de façon lisible de part et d'autre du chantier.

**Article 4**

Le directeur des routes et de l'aménagement, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du département (Morbihan.fr).

**Article 5**

Les jours suivants sont des jours hors chantier : vendredi 25 octobre 2024, jeudi 31 octobre 2024, vendredi 8 novembre 2024. Le chantier ne devra en rien affecter le trafic de la RD20, au droit et en amont de celui-ci, faute de quoi il devra être replié immédiatement.

Fait à Questembert, le 10 octobre 2024

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**  
 Pour le Président du Conseil départemental,  
 et par délégation,  
 Le chef de l'agence technique départementale Sud-Est



**Bernard GASSMANN**

**DIFFUSION :**

- *Monsieur le Préfet du Morbihan*
- *Madame Jennifer MARCHAND (SAS BENOIT CHEVRIER)*
- *Le Président du Conseil Départemental*
- *GENDARMERIE 56*
- *Direction des affaires juridiques et des assemblées*
- *SAMU 56 VANNES*
- *SDIS 56*
- *Monsieur le Maire d'Ambon*

**INFORMATIONS IMPORTANTES**

**Délais et voies de recours** : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de **DEUX MOIS** à partir de sa publication.

Dans ce même délai, l'auteur de la décision peut être saisi d'un recours gracieux. L'absence de réponse expresse au terme d'un délai de deux mois suivant cette saisine fait naître une décision implicite de rejet.

Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au dit recours gracieux, qu'elle soit expresse ou implicite.

**Informatique et liberté** : Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à la gestion du domaine public routier départemental. Ce traitement s'inscrit dans le cadre suivant:

- le code général des collectivités territoriales, le code de la voirie routière, le code de la route, le code des relations entre le public et l'administration, le code général des impôts, le livre des procédures fiscales et le règlement départemental de voirie.

Les données enregistrées sont celles liées au formulaire ainsi que les informations que vous avez librement fournies. Ces données n'ont pas pour finalité une prise de décision automatisée. Elles sont destinées aux services instructeurs du Département et ne peuvent être communiquées, en cas de besoin nécessaire à l'instruction de votre situation, qu'aux destinataires dûment habilités et intervenant strictement dans le cadre de votre dossier, à savoir, en fonction de leurs missions :

- les communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les métropoles et tous les EPCI ayant une compétence dans le domaine de la voirie ;
- les services de la Direction Générale des Finances Publiques.

Vos données permettent également l'exercice des recours et leur gestion ainsi que l'établissement de statistiques et d'études techniques routières.

Les décisions sont notifiées à la personne ayant formulé la demande ainsi qu'aux mandants et à la collectivité du lieu d'occupation du domaine public routier. Les décisions portant arrêté de circulation soit permanent soit temporaire sont transmises aux services de police et de gendarmerie, aux services de secours tels que pompiers, SAMU.

Les données enregistrées sont conservées conformément aux prescriptions des archives départementales.

Conformément à la loi *informatique et libertés* du 6 janvier 1978, modifiée, et au *règlement général sur la protection des données*, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative.

L'ensemble de ces demandes doivent être adressées, en justifiant de votre identité, au délégué à la protection des données à l'adresse suivante: secrétariat général, 2 rue de Saint Tropez CS 82400 - 56009 Vannes cedex ou [cil56@morbihan.fr](mailto:cil56@morbihan.fr).

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés : 3



place Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris cedex ou sur [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Direction / Cab

Vannes, le 08 octobre 2024

Affaire suivie par : Thierry PELLIZZARI  
Tél. : 02 56 63 72 96  
Courriel : thierry.pellizzari@morbihan.gouv.fr

**Le directeur départemental des territoires  
et de la mer**  
à

Agence technique départementale sud-est –  
Direction des routes et de l'aménagement  
45, Bd Pasteur - BP 50015 - 56231 QUESTEMBERG  
Cedex

à l'attention de Maryse LE PAGE  
Gestion du Domaine Public

**LE PAGE**

**Objet : avis sur arrêté DAV001956 réglementant la circulation durant les travaux de pose de la fibre optique sur la RD20 du pr11+0602 au pr 12+0548 du 14 octobre 2024 au 12 novembre 2024.**

### **AVIS PREFET**

Les vendredis 25 octobre, 08 novembre 2024 ainsi que le jeudi 31 octobre 2024 sont des jours hors chantier en France métropolitaine.

**J'émet un avis favorable avec réserves pour la RD20 qui est classée « route à grande circulation » par décret 2010-578 du 31 mai 2010.**

Le chantier ne devra en rien affecter la fluidité du trafic de la RD20 au droit et en amont de celui-ci faute de quoi il sera replié les vendredis 25 octobre, 08 novembre 2024 ainsi que le jeudi 31 octobre 2024.

Pour le directeur départemental  
des territoires et de la mer,  
La cheffe du Cabinet de direction

  
Sabrina MALIFARGE